

# L'Empire, le Canada et les pratiques documentaires à l'âge victorien de l'information, 1840-1850

Alain Roy

Bibliothèque et Archives Canada

15<sup>e</sup> Forum sur la recherche en bibliothéconomie

Centre des congrès des Jésuites de Loyola

Montréal, vendredi 28 avril 2017

Bibliothèque et Archives Canada



Bibliothèque et Archives  
Canada

Library and Archives  
Canada

Canada


# Plan

- Quelques paramètres clés.
- Mutations de l'État et âge victorien de l'information:
  - L'Occident en transformation;
  - L'Empire britannique, la « révolution administrative » et les pratiques documentaires;
  - La province du Canada et le passage à l'État libéral moderne.
- Des pratiques documentaires en évolution au Canada:
  - La gestion de l'information;
  - La gestion des archives historiques;
  - La bibliothèque de l'Assemblée législative;
  - Les pratiques discursives ou symboliques.
- Conclusion.

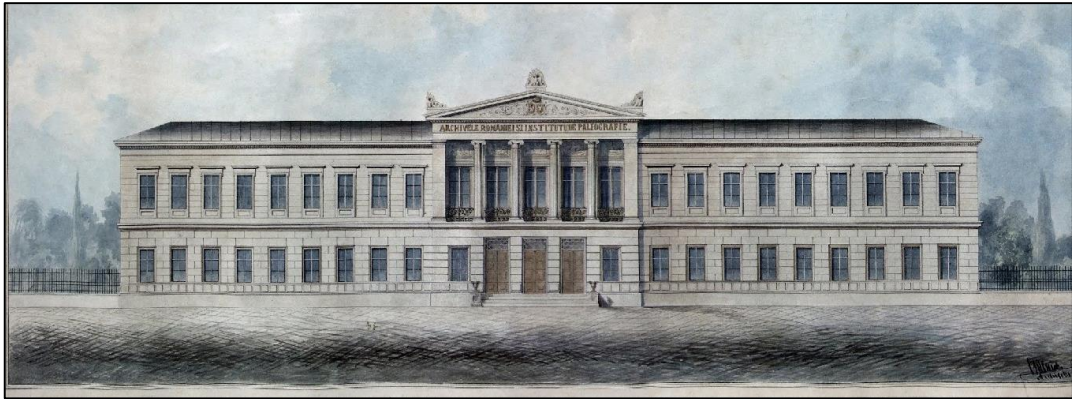


“Remains of the houses of Assembly”  
*The Illustrated London News*, May 19, 1849,  
p. 320 Collection Pointe-à-Callière

# Quelques paramètres clés

- Vers une approche intégrée:
  - Intérêt croissant pour l’histoire des archives et des bibliothèques;
  - Approche de plus en plus englobante  histoire de l’information (Black, 2005; Weller, 2008 et 2010; Craig, 2011; Yale, 2015).
- Pratiques documentaires, une définition:
  - Besoin de concept englobant pour rendre compte de l’ensemble des activités reliées à la consignation et à l’usage de l’information, d’où le concept de pratiques documentaires;
  - Pour notre part, elles incluent la gestion de l’information de l’administration publique, la préservation des archives historiques, la constitution d’une bibliothèque « nationale » ainsi que les pratiques discursives ou représentations associées.
- L’âge victorien de l’information et les mutations de l’État:
  - “Age of information”: *The Times*, 5 décembre 1853;
  - Concept formulé par Toni Weller (2009) pour signifier les transformations majeures dans la collecte, l’usage et la dissémination de l’information, notamment au sein de l’État au XIX<sup>e</sup> siècle.

# 1800-1850: l'Occident en transformation et l'émergence des institutions de mémoire nationales



Archives nationales de Roumanie (1831)



Bibliothèque nationale de Russie (ouvre au public en 1814). Photo: perterburg23, Wikipédia



Archives nationales du Brésil (1838). Photo: Tânia Rêgo - Agência Brasil, Wikipédia

Bibliothèque nationale d'Argentine (1810)  
Photo : Roberto Fiadone, Wikipédia



# L'Empire britannique, la « révolution administrative » et les pratiques documentaires

- Passage à l'État libéral moderne en Grande-Bretagne généralement désigné comme la *Nineteenth-Century Revolution in Government*;
- Caractéristiques :
  - Davantage de contrôle central sur l'information;
  - Centralisation des décisions;
  - Développement d'une bureaucratie;
  - Accélération du processus dans les années 1830 (Victoire des réformistes - Whigs);
  - Influence et reconfiguration également dans l'Empire.



Read, Samuel, *The New Record Office. Rolls Building* (1854).

<http://www.ashrare.com/16136.jpg>

# Nouvelles pratiques documentaires britanniques: deux exemples

## *Public Records Office (PRO)*

- 1800-1837: Six commissions sans résultats concrets;
- 1832: *Reform Act*;
- 1836: Comité parlementaire:
  - Dispersion des archives;
  - Sinécure;
  - Professionnalisation;
  - Cadre légal.
- 1838: Loi et création du *Public Records Office (PRO)*;
- 1851: Début de construction de l'édifice abritant le PRO (centralisation des archives).



*Blue Books*  
Source: National Archives

## *Colonial Office*

- « Révolution bureaucratique » :
  - Mise en place de réseaux formels d'échanges et d'un système de gestion de la correspondance (1835);
  - La création de minutiers, d'archives ainsi qu'une restructuration du système de classement (1836);
  - La codification réglementaire des responsabilités des gouverneurs (1837 et 1843);
  - Renforcement des compilations statistiques (*Blue Book*) lancées en 1821 puis bonifiées en 1835.
- Professionnalisation de l'administration au *Colonial Office* et dans les colonies;
- Uniformisation des pratiques dans l'Empire.

# La province du Canada et le passage à l'État libéral moderne

- État lamentable de l'organisation de l'État:
  - Rapport Durham (1839): "Thorough disorganization of the institutions and administrative system of the country" / "In no one of these departments is there any responsible head by whose advice the Governor may safely be guided";
  - Lord Sydenham (1840): "There is positively no machinery of government".
- Le passage du *Old Colonial System* à l'État libéral moderne dans les années 1840-1850 se traduit par la mise en place:
  - Du « Gouvernement responsable »: autonomie locale au sein de l'Empire;
  - De la responsabilité ministérielle: l'exécutif est responsable devant l'Assemblée;
  - D'une administration publique, dont la croissance rapide est accompagnée du transfert et de la prise en charge de nouvelles responsabilités (par ex., Travaux publics (1841); Douanes (1848); Postes (1850));
  - D'une nouvelle capitale: Kingston (1841) puis Montréal (1844-1849).

# Gestion de l'information : une modernisation des pratiques administratives et documentaires est requise

- Pour faire aux pressions sur l'administration publique, des réformes sont entreprises: pas moins de huit commissions d'enquête sur l'administration de ministères sont tenues entre 1840 et 1850;
- Ces commissions révèlent la mauvaise gestion de l'information. Par exemple:
  - 1841 (Douanes au Haut-Canada): les registres des comptes sont la propriété personnelle des agents de douane;
  - 1846 (Postes): incapacité de faire l'historique faute de documents d'archives;
  - 1846 (Travaux publics) : le rapport souligne que “records of the Office are lamentably deficient in documentary evidence of the greatest importance ”;
  - 1847 (Affaires indiennes): absence de documentation sur les présents et les ententes sur les terres autochtones ainsi que personnel insuffisant pour faire le suivi de correspondance.
- Plus globalement, le conseil exécutif adopte le 3 janvier 1845 une résolution pour centraliser les archives et préserver les documents administratifs.



# Gestion de l'information : une mutation des pratiques ?

- **Une amélioration de la gestion de l'information :**
  - Travaux publics: la Loi de 1846 mandate le secrétaire d'assurer une bonne tenue de documents;
  - Affaires indiennes: Mise en œuvre graduelle des recommandations à partir de 1844.
- **Chambres fortes pour les documents des ministères:**
  - Mesures adoptées en 1840 et 1844 pour les documents judiciaires;
  - Édification de deux chambres fortes dédiées aux documents administratifs en 1847 (les « Voûtes Elgin » du château Ramezay).
- **Reconnaissance politique :**
  - Résolution de l'Assemblée législative du 3 mai 1849 reconnaissant la valeur historique et documentaire des documents sous la garde des ministères.
- **Mais des résultats mitigés:**
  - Témoignage de F. X. Garneau (1850): désordre et éparpillement;
  - Coupure du poste de gardien des registres deux mois après sa nomination (1848);
  - Absence de héraut au sein de l'administration (J. Viger démis en 1852);
  - Faible demande sociale et accès public limité.



Elgin Vault-Souvenir Château de Ramezay-Voute Elgin. Carte postale, s.d. BAnQ, Collection Michel Bazinet, 11-62-a.

# Archives historiques: un engagement plus direct de l'État

- Un intérêt de longue date:
  - Comité d'enquête sur les registres (1787-1791) et décret (1790);
  - Création et financement public partiel de la Société littéraire et historique de Québec (SLHQ) pour recueillir les archives (à partir de 1830).
- Enquêtes parlementaires de 1845 et 1846:
  - Enquêtes sur l'état des archives historiques dans la perspective de centraliser à Montréal;
  - Mandat donné à G. B. Faribault d'un programme de préservation (prise en charge directe par l'État plutôt que par la SLHQ);
  - Recommandations de créations de chambres fortes, de classement, etc.
- Cueillette d'archives à l'étranger :
  - Financement public de copies d'archives à l'étranger (Papineau, SLHQ);
- Reconnaissance accrue du rôle de l'État :
  - Papineau (1848): il voit « les archives provinciales comme le principal dépôt de documents publics, pourvu que l'accès en soit facile ».



Georges-Barthélemy Faribault  
Par Théophile Hamel (1861)  
BAC, MIKAN 3025727

# La Bibliothèque de l'Assemblée législative : balbutiements d'une institution nationale

- Les premiers pas:
  - 1802: Création de la Bibliothèque, 2 ans après celle du Congrès;
  - 1825: Ouverture au public;
  - 1832: 5 000 volumes.
- Stagnation :
  - 1841: *Acte pour protéger les Droits d'Auteurs dans cette Province* (un an avant la loi de Londres);
  - 1842: 6 732 ouvrages, mais seulement 338 acquisitions depuis 1837 (augmentation totale de 34% en 10 ans).
- Renouveau à partir de 1845:
  - 1849: 12 332 volumes (augmentation de 60% en cinq ans), suite à une relance du programme d'achats;
  - 1845-1849: Création d'une collection spéciale sur l'histoire des Amériques (1 600 vol.)
- Reconnaissance publique ?
  - Suite à l'incendie du Parlement et des bibliothèques, le caractère public est revendiqué;
  - Pourtant, aucune mention dans une conférence de A. Gérin-Lajoie sur les bibliothèques de Montréal en 1847...

# Les pratiques discursives: L'incendie du parlement et le discours sur le patrimoine documentaire

- Contexte:
  - L'Empire se transforme : la fin du protectionnisme (libre-échange) et la mise en place de l'autonomie locale (« gouvernement responsable », en échange de l'assentiment à faire partie de l'Empire), rendent fragile le gouvernement Baldwin-LaFontaine, qui est contesté tant par les Tories que par les républicains (Papineau);
  - La tension atteint son paroxysme le 25 avril 1849 alors que, suite à l'approbation par Lord Elgin du *Bill d'indemnité*, le parlement de Montréal est incendié, provoquant la perte d'archives et des bibliothèques de l'Assemblée législative et du Conseil législatif;
  - Afin de consolider le gouvernement, une campagne d'adresses et d'assemblées est organisée avec le soutien de l'État, de l'Église et de la presse pour dénoncer les Tories, soutenir le gouvernement et jurer fidélité à la reine. 240 événements sont tenus au Bas-Canada.
- Dénoncer ces « vandales »:
  - Plus de 100 adresses dénoncent la perte des archives et bibliothèques; des résolutions sont aussi adoptées (ex. Carleton, le 13 mai 1849); une brochure est publiée. On utilise le patrimoine documentaire pour vilipender l'action tory et soutenir le gouvernement, mais jusqu'à quel point la population avait connaissance ou utilisait ces ressources?
- Résultats limités:
  - Popularisation de la reconnaissance symbolique de l'importance des archives et bibliothèques, mais engagement limité de l'État.

# Conclusion

- Au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les sociétés occidentales connaissent de profondes transformations, liées à l'émergence des nations mais aussi au passage à l'État libéral moderne. Sont alors mises en place des institutions de mémoire nationale pendant que les pratiques documentaires au sein de l'État se transforment;
- Au sein de l'Empire britannique, on assiste à une « révolution administrative » qui affecte tant les relations avec les colonies que leur administration;
- Dans la province du Canada, alors que se structure le nouveau gouvernement, on assiste à des changements dans les différentes pratiques documentaires. Or, si ces mutations sont encore limitées, notamment du fait des ressources limitées et d'une demande sociale peu significative, elles témoignent tout de même de ce passage du « *old colonial system* » à ce nouvel État moderne colonial;
- En somme, l'évolution des pratiques documentaires non seulement témoigne mais est constitutive de ce passage à la modernité.



Des questions ?

Alain Roy  
[Alain.roy2@canada.ca](mailto:Alain.roy2@canada.ca)

## Bibliothèque et Archives Canada

[www.bac-lac.gc.ca](http://www.bac-lac.gc.ca)

Téléphone : 613-996-5115 ou 1-866-578-7777 | ATS : 613-992-6969 ou 1-866-299-1699

Région de la  
capitale nationale

Burnaby  
Colombie-Britannique

Winnipeg  
Manitoba

Dartmouth  
Nouvelle-Écosse



Bibliothèque et Archives  
Canada

Library and Archives  
Canada

Canada